PETERSON, Derek R., GAVUA, Kodzo & RASSOOL, Ciraj
(eds.). — *The Politics of Heritage in Africa : Economies,
Histories, and Infrastructures*

Marie-Aude Fouéré

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/20917>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.20917

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2017

Pagination : 774-777

ISBN : 978-2-7132-2686-1

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Marie-Aude Fouéré, « PETERSON, Derek R., GAVUA, Kodzo & RASSOOL, Ciraj (eds.). — *The Politics of Heritage in Africa : Economies, Histories, and Infrastructures* », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 227 | 2017, mis en ligne le 01 septembre 2017, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/20917> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.20917>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

© Cahiers d'Études africaines

PETERSON, Derek R., GAVUA, Kodzo & RASSOOL, Ciraj (eds.). — *The Politics of Heritage in Africa : Economies, Histories, and Infrastructures*

Marie-Aude Fouéré

RÉFÉRENCE

PETERSON, Derek R., GAVUA, Kodzo & RASSOOL, Ciraj (eds.). — *The Politics of Heritage in Africa : Economies, Histories, and Infrastructures*. London, International African Institute ; New York, Cambridge University Press, 2015, 291 p., bibl., index.

- 1 S'il ne fallait lire qu'un texte, dans cet ouvrage collectif, ce serait indéniablement l'introduction. Derek Peterson, historien à l'Université de Michigan, déroule avec talent l'histoire de la construction du patrimoine en Afrique depuis l'époque coloniale jusqu'à aujourd'hui. Il ne s'agit aucunement d'une histoire linéaire, puisque les pratiques et les discours afférents au patrimoine connaissent des pics, des stagnations et des retours en arrière, en fonction du contexte politique. Par ailleurs, l'auteur montre bien que le « patrimoine » (« *heritage* »), catégorie récente, est inséparable d'une réflexion plus vaste sur la production et les usages politiques entrecroisés du passé, de la culture et de l'appartenance. Peterson organise son exposé en trois grandes périodes qui constituent les trois temps de l'introduction. C'est pendant la période coloniale que tradition et ethnicité sont construites comme outils de domination. Le colonialisme ou l'impérialisme sont « culturels » et l'État est avant tout un « État ethnographique » (p. 4) : il décrit les langues vernaculaires et leurs grammaires, collecte des objets et les classe dans ses musées, documente les ethnies et leurs traditions, dresse des généalogies de chefferies et de rois et codifie les us et coutumes en textes faisant loi. À l'indépendance, construire la nation requiert d'unifier les différences, de gré ou de

force. Modernisation et modernité sont au soubassement de l'idée nationale postcoloniale. Les rois et chefs créés par le colonisateur, mis au service de leur administration du territoire, sont déçus. Les traditions et les ancêtres sont jetés dans les poubelles du passé et les particularités ethniques sommées de se fondre dans le nouveau corps politique. Enfin, depuis les années 1970 et l'avènement de la catégorie de « patrimoine », culture et identité se déclinent en artefacts marchandisés pour attirer les touristes ou s'exporter à l'étranger. Les « ethno-marchandises » peuvent être « vendues, achetées, et consommées sous des formes variées : en tant que médicaments, plats, littérature, art », constituant une vraie industrie du patrimoine : « Heritage, Inc. » (p. 18). Contrairement aux époques antérieures où ce sont les autorités en place, coloniales puis postcoloniales, qui forgeaient culture, tradition et authenticité, le patrimoine est, selon Peterson, passé aux mains d'« entrepreneurs » du patrimoine. Il n'est plus l'élément d'une gouvernamentalité ayant une ambition nationale mais un produit au service d'intérêts particuliers et localisés.

- 2 C'est moins dans ce séquençage des temps du patrimoine, bien connus, que Peterson affirme son originalité, que dans des éléments particuliers de sa démonstration. En premier lieu, il explique brillamment que les régimes coloniaux sont ethnographiques pour mieux contrôler la puissance des objets. Mettre sous vitrine revient à retirer de la circulation des objets dont les usages sociaux et politiques peuvent nuire à la domination coloniale. L'acte d'objectiver et d'esthétiser une amulette sorcellaire ou un tambour dynastique, les prive de toute capacité performative. Peterson rappelle, à juste titre, qu'une grande partie des artefacts entrés au musée ont été saisis par les tribunaux coloniaux et confisqués de force en raison de leur dangerosité réelle ou supposée. D'autres sont des signes tangibles de la toute-puissance coloniale : une main et la tête coupée de Ndochibiri, *leader* d'un mouvement de rébellion dans le sud de l'Ouganda qui donna du fil à retordre aux autorités coloniales, furent exposées en Ouganda et au British Museum à Londres (p. 6). En second lieu, Peterson place au cœur de sa réflexion la question du rapport au temps, ou ce que l'on peut appeler, en référence aux travaux de l'historien François Hartog, des changements dans les « régimes d'historicité »²¹. L'échelle d'analyse choisie par l'auteur, le continent africain, ne permet guère de mettre en lumière les variations régionales voire nationales de tels régimes d'historicité, mais la démonstration, qui mobilise des exemples variés, reste convaincante. Pendant la colonisation, la mise en patrimoine n'est pas qu'un mode de contrôle des objets, elle est aussi la valorisation « du démodé, du défunt, de l'obsolète » (p. 10) au détriment du changement et de la nouveauté. Après l'indépendance, il faut lire dans le déboulonnement des chefs et rois promus par les anciens colonisateurs ou dans la mise à distance des mœurs anciennes, telles les pratiques sorcellaires, l'entrée dans un nouveau régime d'historicité où les éléments hérités du passé faisant obstacle à l'émergence d'un nouvel homme africain doivent être bannis. L'entrée dans la modernité nécessite de faire un tri, au sein de la culture, entre des traditions perçues comme poussiéreuses et archaïques, car favorisant l'immobilisme social et les divisions communautaires, et des pratiques suffisamment malléables pour être réappropriées afin de soutenir les consciences nationales mais aussi panafricaines. Le passé trouve alors « une nouvelle vie sous la forme de sagesse traditionnelle, de source d'instruction et d'inspiration pour les jours présents » (p. 15). Mais avec l'entrée dans l'âge « Heritage, Inc. », le rapport au temps est une nouvelle fois modifié. La marchandisation du patrimoine contribue non seulement à revaloriser l'ancien et le démodé mais également à traiter le passé comme une réserve à piller. Elle tranche par

ailleurs les liens qui existaient précédemment entre patrimoine et projet politique d'ampleur. La parcellisation d'un patrimoine national — que les autorités postcoloniales avait arrimé à la nation, ou à ce que Peterson appelle « l'idée républicaine » (p. 28) — en patrimoines multiples, servant des intérêts souvent rétrogrades, caractérise les temps présents.

- 3 Enfin, la démonstration de Peterson est brillante parce que ce vaste panorama sur le patrimoine en Afrique s'appuie sur une connaissance approfondie du cas de l'Ouganda, qui sert en permanence le propos. C'est à la fois une qualité et un défaut. C'est une qualité parce que Peterson, fin connaisseur de l'histoire du Kenya et de l'Ouganda et des pratiques vernaculaires de production de l'histoire, étaye en permanence son analyse d'exemples extrêmement précis tirés de l'histoire ougandaise. La saisie, par les tribunaux coloniaux, d'objets qui finissent dans les réserves des musées renvoie ainsi à l'histoire de Magoba, une vieille femme qui, le 10 juillet 1954, se voit confisquer cinq objets personnels — une corde de cauris, des bandeaux de tête et des étoffes en écorce — pour le motif qu'elle les utiliserait pour pratiquer la sorcellerie (p. 5). Le tambour Nyakahoza, qui fut la voix de la dynastie de Kinkiizi au sud de l'Ouganda et utilisé pour des rituels de pluie, est remis aux missionnaires par deux héritiers dynastiques convertis au catholicisme, en signe de leur soumission au pouvoir de l'Église (p. 6). Le parti politique de la National Resistance Army (NRM) du président Yoweri Museveni tente de lutter contre la sorcellerie en reconnaissant — et donc en contrôlant — l'organisation Uganda N'eddagala Lyayo de médecine traditionnelle en 1989, souhaitant que celle-ci « empêche les médecins traditionnels de participer à des meurtres en usant de leurs pouvoirs spirituels et de plantes dangereuses » (p. 21). Mais ce recours au cas ougandais est aussi un défaut. L'histoire du patrimoine qu'il propose est sans doute plus une histoire ougandaise ou est-africaine qu'une histoire africaine. Certes, Peterson inclut des exemples approfondis tirés des treize contributions à l'ouvrage. Celles-ci portent sur deux pays, le Ghana et l'Afrique du Sud, car l'ouvrage résulte d'un programme collectif, l'« African Heritage Initiative », entre l'Université de Michigan, des universitaires ghanéens et sud-africains, ponctués de rencontres à Ann Arbor, Accra et Johannesburg entre 2008 et 2012. Mais la surreprésentation du cas ougandais dans l'introduction et la minutie des connaissances sur ce pays mobilisées par Peterson entraînent un déséquilibre troublant parce qu'il illustre et représente mal ce que les trajectoires patrimoniales particulières du Ghana et de l'Afrique du Sud nous disent des usages du passé et de la culture dans ces territoires. Certes, inclure un chapitre sur l'Ouganda au sein d'un ouvrage portant sur le Ghana et l'Afrique du Sud aurait pu sembler insolite, mais les sept pages insérées dans l'introduction (pp. 21-27) portant strictement sur l'histoire ougandaise du patrimoine, le paraissent encore plus.
- 4 Si l'on s'est à ce point concentré sur l'introduction de cet ouvrage collectif jusqu'à présent, c'est parce que l'auteur, non content de fournir une grille de lecture sur les usages du passé et du patrimoine en Afrique qui alimente remarquablement la réflexion, parvient à faire tenir ensemble et mettre en valeur des contributions pourtant disparates et inégales. Disparates parce qu'on y parle de musées, de sites de plein air, de mémoriaux, d'ossements, de langues, de cinéma, d'opéra ou encore de discours politiques sur le patrimoine sans que les liens soient aisés à dresser pour le lecteur, en dehors du fait que ces différents objets sont des ressources pour les acteurs qui les mobilisent ou les contestent, et les utilisent pour débattre d'identité et des rapports État-citoyens. Pour mieux circuler dans l'ouvrage, le lecteur peut combiner les chapitres de différentes manières : il peut faire une lecture par pays, permettant de

replacer les enjeux patrimoniaux dans des contextes nationaux spécifiques, l'Afrique du Sud, d'un côté, et le Ghana, de l'autre. La contribution de Daniel Herwitz (chapitre 2) sur les usages discursifs du patrimoine dans la politique sud-africaine, notamment par l'African National Congress (ANC) qui arrime patrimoine et lutte anti-Apartheid, donne ainsi des clés de compréhension essentielles pour saisir la centralité des monuments de commémoration de la lutte anti-Apartheid et de la culture visuelle qu'ils déploient (Gary Minkley & Phindezwa Mnyaka, chapitre 3) ou la fabrique de musées ouverts et changeants qui offrent d'autres lectures des temps de l'Apartheid, comme au Lwandle Migrant Labour Museum (Leslie Witz & Noëleen Murray, chapitre 4). Ciraj Rassool, l'un des trois éditeurs scientifiques de l'ouvrage, relit l'histoire des corps et des ossements en Afrique du Sud, montrant comment déterrer et ré-enterrer les restes humains victimes de l'Apartheid sont devenus des pratiques mémorielles centrales dans le cadre des efforts de vérité et de réconciliation entrepris par le régime post-Apartheid pour pacifier une société divisée (chapitre 7). Le Ghana, lui, se caractérise par une histoire nationale centrée sur la figure du père de l'indépendance, Kwame Nkrumah, de sorte que les pratiques patrimoniales semblent en permanence se référer à lui, pour le vénérer ou le déboulonner, comme le montre Kodzo Gavua, le troisième éditeur de l'ouvrage (chapitre 5). Cette contribution entre en écho avec le chapitre, brillant, portant sur des processus de patrimonialisation par le bas d'un site esclavagiste nouvellement réinventé au Ghana (Raymond Silverman, chapitre 6) ou celui sur la création d'un nouveau répertoire culturel, l'opéra folk inventé par Saka Acquaye aux débuts des années 1960, mis au service du projet nkrumahiste d'une nation ghanéenne moderne (Moses N. Nii-Dortey, chapitre 12). Plutôt qu'une lecture par pays, le lecteur peut préférer associer les contributions par problématique et tenter de dégager des similarités et des différences entre le cas ghanéen et le cas sud-africain, notamment sur les manières de construire la nation par les musées, les statues et les arts. La richesse informative de chaque contribution permet de pallier leur inégalité théorique ou en termes d'approche, certaines proposant des panoramas très larges tandis que d'autres sont des cas d'étude précis et exigeants, tel le chapitre de Silverman sur le rôle d'élites intermédiaires dans la patrimonialisation de l'esclavage (chapitre 6) ou celui sur le Lwandle Migrant Labour Museum (chapitre 4). Malgré son caractère inégal, l'ouvrage dans son ensemble n'en constitue pas moins une somme éclairante sur les usages du patrimoine en Afrique, au passé et au présent, auxquels l'introduction subtile de Derek Peterson donne une vraie valeur ajoutée.

NOTES

21. F. HARTOG, *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Paris, Éditions du Seuil, 2003.